



DÉCISION DU MAIRE PRISE PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

« Convention d'occupation temporaire du domaine public communal de mettre en place un carrousel pour le public sur le parvis de l'Hôtel de Ville »

2023 - D - *066*

Le maire de Villeneuve-Saint-Georges,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales dont notamment les articles L. 2122-22, alinéa 4 et L. 2122-23 relatifs aux attributions exercées au nom de la Commune ;
- **VU** la délibération n° 20.1.2 du Conseil municipal portant délégation de pouvoirs du Conseil municipal au Maire en date du 9 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération n° 22.3.1 du Conseil municipal portant fixation des tarifs municipaux pour l'année 2022-2023 en date de 23 juin 2022 ;
- **VU** la demande de la société Les Chevaux de Bois en vue d'occuper temporairement le parvis de l'Hôtel de Ville, d'installer et exploiter un carrousel pendant la période entre le 25 avril et le 8 mai 2023 ;
- **CONSIDERANT** l'intérêt pour la Ville de Villeneuve Saint-Georges d'assurer un événement temporaire pendant la période du 25 avril et 8 mai 2023 ;
- **CONSIDERANT** qu'en contrepartie de cette occupation, Les Chevaux de Bois devra reversée une redevance d'occupation,

DECIDE

Article 1 : ACCEPTER ET SIGNER la convention d'occupation temporaire du domaine public communal avec la société Les Chevaux de Bois, située au 59 quai de Seine, 77670 Saint-Mammès, représentée par M. Laurent NAUDIN, en sa qualité de gérant, pour une redevance totale de 414,40 euros.

Article 2 : DIT que la présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal.

Article 3 : DIT que les recettes afférentes de la présente décision seront imputées au budget de l'exercice considéré.

Article 4 : DIT que la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun, 43 avenue Charles de Gaulle 77000 Melun, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Villeneuve Saint Georges, le *28.04.2023*

Le Maire,

Philippe GAUDIN

| |
|--|
| CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL |
|--|

Entre

La commune de Villeneuve Saint-Georges, représentée par son maire, M. Philippe GAUDIN, dûment habilité à cet effet par délibération du conseil municipal en date du 03 juillet 2020

Ci-après désigné « la Commune »

d'une part,

Et

La société Les Chevaux de Bois, domicilié au 59 quai de Seine, 77670 SAINT –MAMMES, représentée par Laurent NAUDIN, en qualité de gérant,

Ci-après désigné « l'Occupant »

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit

Article 1^{er} : Objet du contrat

Cette convention a pour objet de fixer les modalités par lesquels la Commune autorise l'Occupant à disposer de l'emplacement déterminé ci-après et d'y exploiter un carrousel à ses risques exclusifs.

L'équipement municipal mis à disposition de l'Occupant par la Commune pour ses besoins est le suivant (ci-après désignés sous le terme « le lieu ») :

Le parvis de l'Hôtel de Ville

20 place Pierre Semard, 94190 Villeneuve Saint-Georges

Article 2 : Présentation générale

La manifestation organisée par l'Occupant se déroulera pendant la période du 25 avril au 8 mai 2023.

L'installation du carrousel se fera le 24 avril 2023 et le démontage sera réalisé le 09 mai 2023.

Article 3 : Destination du lieu mis à disposition

L'Occupant ne peut affecter le lieu à une destination autre que celle mentionnée dans la présente convention. La Commune de Villeneuve Saint-Georges peut effectuer ou faire effectuer tout contrôle, afin de vérifier notamment les conditions d'occupation et d'utilisation du lieu.

Tout affichage et publicité quelconque sont strictement interdits. Toute publicité est interdite sur le mobilier et le matériel.

L'Occupant ne pourra, sous peine de résiliation de la convention, effectuer des travaux touchant à la superstructure ou à l'infrastructure du domaine public autorisé tels que scellement au sol de tout matériel, piquetage au sol, marquage au sol de toutes sortes.

Article 4 : Mise en service du carrousel

L'Occupant assure la mise en place du carrousel lui appartenant, de nature à lui permettre d'exercer son activité, et ce en conformité avec les réglementations en vigueur et notamment la loi n°2008-136 du 13 février 2008 relative à la sécurité des manèges et le décret n°2008-1458 du 30 décembre 2008 pris pour son application.

Article 5 : Horaires d'exploitation et diffusion de musique

L'Occupant pourra exploiter son activité tous les jours de la semaine jusqu'à 21h00.

La musique ne pourra être diffusé que jusqu'à 21h00. A la demande la Commune, l'Occupant pourra être amené à modifier le niveau sonore de l'installation ou à l'arrêter.

Article 6 : Etat des lieux

L'Occupant déclare avoir une parfaite connaissance dudit lieu et l'accepter en l'état, renonçant à réclamer aucune réduction de redevance, indemnité pour quelque motif que ce soit, notamment en cas d'erreur, non-conformité des lieux avec une réglementation quelconque.

L'Occupant devra laisser en permanence le lieu en bon état de propreté et de le rendre dans l'état initial qu'il l'a trouvé au moment de sa mise à disposition. Dans le cas contraire, la Commune se réserve le droit de réclamer les frais représentatifs du coût de rétablissement du lieu par rapport à leur état initial.

Article 7 : Incessibilité des droits

La présente convention étant conclue *intuitu personae*, l'Occupant ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit ; ni laisser la disposition du lieu à des personnes étrangères à l'événement, sous peine de résiliation immédiate.

Article 8 : Remise du lieu

A l'expiration de la présente convention, quel qu'en soit le motif, l'Occupant doit évacuer le lieu occupé, retirer ses installations et remettre le lieu en l'état, à ces frais. Il déclare, en outre, bien le connaître et de l'avoir visité préalablement.

Article 9 : Conditions d'occupation

Les installations, ainsi que leurs abords, doivent toujours présenter un caractère soigné.

L'Occupant ne pourra procéder à aucune modification du lieu sans l'accord express, écrit et préalable de la Commune.

Si des travaux ou modifications du lieu étaient réalisés sans l'accord de la Commune, celle-ci serait en droit d'exiger la remise en état antérieur dans les plus brefs délais et aux frais de l'Occupant.

A l'expiration de la présente convention ou si la résiliation a été prononcée en application de l'article 14 ci-après, le lieu devra remis à la Commune en bon état de conservation et d'entretien.

Aucun véhicule personnel ou professionnel ne devra stationner sur place.

Article 10 : Hygiène et propreté

L'Occupant devra impérativement respecter un certain nombre de règles de salubrité et d'hygiène de façon à être en mesure de proposer aux clients des services *sains et propres*.

Article 11 : Responsabilité – Assurance

L'Occupant doit fournir à la Ville les pièces suivantes afin d'exercer son activité sur le domaine public :

- Les conclusions du rapport de contrôle technique ou du rapport de vérification et, le cas échéant, du rapport de contre visite en cours de validité et colportant des conclusions favorables ;
- Une déclaration établie par l'Occupant, exploitant du manège, précisant qu'il a réalisé les actions correctives nécessaires et que son matériel est maintenu en bon état, accompagnée des documents justificatifs ;
- Une attestation de bon montage à l'issue de l'installation du matériel : document par lequel l'Occupant, exploitant du manège, atteste que celui-ci a été installé et calé dans le respect des prescriptions techniques émises par son constructeur ou, à défaut, dans le respect des règles d'art ;
- Un extrait kbis de moins de 3 mois ou un extrait du registre des métiers ou une déclaration d'auto entrepreneur.

L'Occupant s'engage avant la prise de possession à contracter les polices d'assurances nécessaires pour garantir le risque d'incendie, le dommage aux biens et sa responsabilité civile. Il paiera les primes et cotisations de ces assurances de façon à ce que la Commune ne puisse en aucun cas être impactée. La preuve d'avoir satisfait ces exigences sera fournie à la Commune par la production d'une attestation de l'assureur avant ledit événement.

L'Occupant demeure entièrement et seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'installation, l'exploitation et l'enlèvement de ses équipements.

La Commune ne peut pas être tenue pour responsable du moindre problème lié à l'incident ou le dommage du matériel constaté durant le déroulement de l'événement.

L'Occupant a l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tous tiers pouvant se trouver dans le lieu, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

Article 12 : Redevance d'occupation du domaine public

La présente convention d'occupation du domaine public est conclue à titre onéreuse. En contrepartie du droit conféré, le bénéficiaire aura à verser à la Commune une redevance.

L'autorisation d'occupation du lieu est soumise au paiement d'une redevance totale de 414,40 euros, soit 29,60 euros par jour, sur une période de 14 jours, entre 25 avril et 08 mai 2023.

La redevance sera exigible en une seule fois dès réception du titre de recette.

Article 13 : Charges de fonctionnement

Les frais de branchement à l'électricité et la consommation sont à la charge de la Commune.

Article 14 : Durée de la convention

La présente convention est consentie et acceptée pour une période de 16 jours, entre 24 avril et 9 mai 2023 inclus. A cet effet, la date de 24 avril 2023 est réservée pour l'installation du carrousel, la période de son fonctionnement est réservée entre le 25 avril et le 08 mai 2023 et le jour de 9 mai 2023 est réservée pour libérer le lieu et de le remettre en l'état initial.

A l'expiration de cette convention, quelle qu'en soit la cause, l'Occupant ne pourra invoquer aucun droit au maintien dans le lieu ni réclamer aucune indemnité.

Article 15 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 16 : Dénonciation, résiliation et suspension temporaire de la convention

La présente convention peut être suspendue de plein droit par la Commune, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention peut être résiliée de plein droit par la Commune, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les cas suivants :

- Motif d'intérêt général, conformément au régime applicable aux conventions d'occupation privative du domaine public ;
- Non-respect de la présente convention ;
- Dissolution ou liquidation judiciaire de la société occupante ;
- Cessation par l'occupant pour quelque motif que ce soit de l'exercice de l'activité prévue dans le lieu mis à disposition ;
- Condamnation pénale de l'Occupant le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité ;
- Changement d'affectation ou utilisation différente même provisoire, sauf accord des parties ;

La résiliation intervient dès la réception du courrier de mise en demeure qui sera remis en main-propre par le Service de la Police Municipale de Villeneuve Saint-Georges.

La présente convention peut être résiliée de plein droit sur l'initiative de l'Occupant, par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant la date d'effet de la résiliation, dans les cas suivants :

- Cessation par l'Occupant pour quelque motif que ce soit de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition ;
- Condamnation pénale de l'Occupant le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité ;
- Refus ou retrait des autorisations réglementaires nécessaires à l'exercice de ses activités.

Article 17 : Contrôle

Le Commune pourra mandater tout fonctionnaire municipal compétent à cet effet pour contrôler le respect par l'Occupant des obligations précitées. Ce fonctionnaire disposera à tout moment d'un droit de visite du lieu sans que l'Occupant ne puisse pour quelques motifs que ce soit lui en interdire l'accès.

Article 18 : Règlement des litiges

Toutes difficultés, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui ne pourraient pas faire l'objet d'un règlement amiable, sont soumises à la juridiction compétente.

Fait en 2 exemplaires à Villeneuve Saint-Georges le 24.04.2023

Pour la commune
De Villeneuve Saint-Georges

Pour LES CHEVAUX DE BOIS

Le Maire

Le gérant



Philippe GAUDIN

Laurent NAUDIN

Naudin Laurent
Laurent

